

Unité départementale du Finistère

Quimper, le **28 JUIN 2022**

Références : ENV-D-22.

Affaire suivie par : Frédéric RIVOALAN

Téléphone : 02.90.08.55.55

Courriel : ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



EDF-CETAC (DIRINON)

ZAC de Lannuzel
29460 DIRINON

Références : **ENV - D - 22.0247**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2022 dans l'établissement EDF-CETAC (DIRINON) implanté ZAC de Lannuzel 29460 DIRINON. L'inspection a été annoncée le 07/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF-CETAC (DIRINON)
- ZAC de Lannuzel 29460 DIRINON
- Code AIOT dans GUN : 0005500721
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

Le centre d'exploitation de turbines à combustion (CETAC) de Dirinon exploité par EDF compte deux turbines à combustion fonctionnant au fioul domestique. Elles ont une puissance thermique nominale unitaire de 275 MW. Les installations sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 15 mai 1981. Les prescriptions ont été adaptées en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 2020. Les turbines permettent de répondre rapidement à un appel de puissance de la part de RTE afin de soutenir le réseau électrique en période de pointe.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance en continu des rejets gazeux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|---|-------------------|
| Surveillance des rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 18/08/2020, article 4.1.1 | / | Sans objet |
| Assurance qualité des AMS – QAL1 | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 | / | Sans objet |
| Conditions de respect des valeurs limites | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|---|-------------------|
| Conditions T, P, H ₂ O, O ₂ | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9 | / | Sans objet |
| Assurance qualité des AMS – QAL2 | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 | / | Sans objet |
| Assurance qualité des AMS – QAL3 | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 | / | Sans objet |
| Assurance qualité des AMS – AST | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 | / | Sans objet |
| Mesure annuelle par un organisme agréé | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 | / | Sans objet |
| Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33 | / | Sans objet |
| Détermination des valeurs moyennes validées | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35 | / | Sans objet |
| Amélioration efficacité énergétique | Arrêté Préfectoral du 18/08/2020, article 2.3.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés montrent la nécessité pour l'exploitant de renforcer son appropriation des procédures d'étalonnage et de suivi des dispositifs de surveillance en continu des émissions atmosphériques de l'installation de combustion. Il lui revient notamment de s'assurer de l'aptitude des analyseurs en place au mesurage dans les incertitudes fixées suite aux évolutions de valeurs limite d'émissions intervenues depuis août 2021. En outre, les nouvelles valeurs limites d'émission et les nouveaux seuils d'alerte pour les paramètres CO et poussières doivent être intégrés à la baie d'analyses. Enfin, une vigilance accrue est attendue de la part de l'exploitant sur le contenu et les conclusions des rapports émis par les organismes de contrôles.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets atmosphériques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2020, article 4.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques |
| Prescription contrôlée : Les concentrations en NOx, en CO et en poussières dans les gaz résiduaire des conduits 1, 2 et 3 sont mesurées en continu. Les concentrations en SO2 dans les gaz résiduaire des conduits 1,2 et 3 font l'objet d'une mesure annuelle avec estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. |
| Constats : Les NOx, le CO et les poussières font l'objet d'une surveillance en continu. Le SO2 est également surveillé en continu. Le maintien de la surveillance en continu de ce paramètre est un choix de l'exploitant. A noter que le QAL2 ne porte pas sur ce paramètre, l'exploitant s'appuyant sur le caractère facultatif que revêt la surveillance en continu de ce paramètre. L'exploitant a indiqué que l'estimation journalière des rejets de SO2 basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation n'est pas encore mise en oeuvre. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : Conditions T, P, H2O, o2

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conditions T, P, H2O, o2 |
| Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs, et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs. |
| Constats : L'exploitant a présenté la correction apportée sur le paramètre O2 dans le logiciel d'acquisition WEX. La valeur de référence est de 15%. Le logiciel d'acquisition, tel qu'il est paramétré lors de l'inspection, n'intègre pas de correction en pression et température pour ce paramètre. L'exploitant n'a pas été en mesure lors de l'inspection d'indiquer si la correction en pression et température de la teneur en oxygène est directement réalisée par le système automatique de mesure (AMS), il a apporté les précisions suivantes: " Pour la correction en température et pression des paramètres O2, CO, NO et SO2, l'analyseur donne des résultats en pourcentage volumique. Dans ce cas, le calcul qui permet d'avoir un résultat en mg/Nm ³ intègre déjà la température et la pression. Les blocs de calcul sont prévus dans logiciel d'acquisition mais ne sont pas nécessaires pour ces données." Les éléments de réponse transmis sont satisfaisants. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Assurance qualité des AMS – QAL1

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité des AMS – QAL1 |
| Prescription contrôlée : Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants. |
| Constats : Les appareils de mesure présents sur le site sont les suivants : Gaz: analyseur SIDOR. Poussières: Sick DSHB ou Oldham EPI 1000 Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les certificats QAL1 correspondant aux appareils présents. Par la suite, il a transmis un certificat QAL1 "générique" en date du 21 mars 2022 pour les analyseur de gaz SIDOR. Il convient cependant de s'assurer que ce certificat correspond bien aux analyseurs de gaz présents sur le site dont l'installation date de 2011. L'inspection a examiné le document dénommé certificat QAL1 en date du 20 juin 2011 présenté par l'exploitant et correspondant uniquement à un calcul d'incertitude selon les normes 14956 et 14181 (un certificat QAL1 n'est délivré que par le TUV ou le mCerts). Ce document n'a pas été mis à jour suite à l'abaissement de la VLE pour le paramètre CO. Selon ce document, pour le paramètre CO, l'incertitude relative élargie de la mesure est de 4.19 mg/ m ³ à 85 mg/ m ³ CO, soit 4.9 %. Pour une valeur limite de 15 mg/m ³ , elle serait donc de 17%, soit supérieure à l'intervalle de confiance qui est fixé à 10%. Selon le certificat QAL1 générique émis par l'organisme Mcerts et transmis par l'exploitant: <u>Etendue de mesure certifiée</u> Pour le NO: 0 à 125 mg/m ³ soit < 2,5 VLE Pour le CO: 0 à 75 mg/m ³ soit > 2,5 VLE La norme EN 15267-3 relative à la certification des systèmes de mesurage automatisé précise que l'étendue doit être adaptée à l'application prévue de l'AMS. Pour les grandes installations de combustion la plage commence à zéro jusqu'à une valeur ne dépassant pas 2,5 fois la valeur limite d'émission journalière. Pour le paramètre CO cette condition n'est pas remplie. <u>Incertitude relative et absolue</u> Pour le NO: incertitude relative de 6,1% pour une VLE de 130 mg/ m ³ donc correspondant à une incertitude absolue de 7,9. Par conséquent, pour une VLE de 300 mg/m ³ , incertitude relative de 2,6% (donc inférieure à l'intervalle de confiance de 20 %). Pour le CO: incertitude relative de 5,2% pour une VLE de 50 mg/m ³ donc correspondant à une incertitude absolue de 2,6 mg/m ³ . Pour une VLE de 15 mg/m ³ , incertitude relative de 17% (donc supérieure à l'intervalle de confiance de 10 %). Lors des échanges post-inspection, l'exploitant a confirmé à l'inspection que les chaînes de mesures disposent de convertisseurs NO ₂ /NO. Ce sont donc bien les NO _x qui sont mesurés. Chaque convertisseur fait l'objet d'un entretien annuel. Selon les données mises à disposition de l'inspection par l'exploitant, les analyseurs SIDOR ne sont plus aptes à la mesure du paramètre CO. |
| Observations : L'exploitant confirmera à l'inspection que le rendement des convertisseurs est régulièrement contrôlé. Si ce n'est pas le cas, il devra l'être. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : Assurance qualité des AMS – QAL2

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité des AMS – QAL2 |
| Prescription contrôlée : Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 |
| Constats : L'inspection a examiné les derniers rapports de QAL2 des analyseurs des deux turbines (DIR1 et DIR2). L'exploitant a confirmé à l'inspection que les installations n'ont pas fait l'objet de modification depuis le précédent étalonnage nécessitant le renouvellement d'un ou plusieurs QAL2. Il est cependant prévu pour la turbine n°2, lors du prochain arrêt en juin, le remplacement de l'analyseur de poussières (actuellement de marque Oldham et remplacé par un modèle de marque Sick). L'inspection a rappelé qu'un QAL2 devra être réalisé après remplacement de l'équipement. QAL2 Turbines 1 et 2 : par Bureau Veritas en octobre 2021. Les constats génériques suivants ont été réalisés: <ul style="list-style-type: none">- les QAL 2 précédents ont été réalisés en 2016, la fréquence minimale de réalisation de 5 ans est donc respectée,- les cas utilisés sont précisés, les VLE prises en compte pour définir le cas sont exactes pour DIR1 et DIR2,- comme le permet le guide d'application FD-X43-132 pour les installations de combustion fonctionnant moins de 500 heures, seulement 5 mesurages AMS/SRM ont été réalisés (cas C)- les durées de mesure sont suffisantes (1 heure pour chaque prélèvement)- les VLE ont été respectées pendant les essais,- le paramètre O2 a également fait l'objet d'un QAL2. L'inspection a examiné par sondage les coefficients des droites d'étalonnage intégrées dans le logiciel d'acquisition WEX. Pour les deux turbines, les droites d'étalonnage pour les paramètres NOx et CO correspondent aux droites définies lors des QAL2. Pour le paramètre CO, l'inspection a fait part de son interrogation à propos de la pente de la droite d'étalonnage défini lors du QAL2 pour la turbine DIR1. En effet, le coefficient est de 6.34. Un tel coefficient doit conduire l'exploitant à s'interroger sur l'origine d'une telle différence entre les mesures de l'AMS et de la SRM. Dans le cadre des échanges post-inspection, l'exploitant a indiqué prévoir un QAL2 pour le CO à la place du prochain AST afin de voir si cette fonction peut être améliorée. L'exploitant a indiqué que les capteurs de températures et de pression ne sont pas étalonnés lors du QAL 2. Le point 5.4.3 du guide FD-X43-132 le préconise. |
| Observations : Il appartient à l'exploitant de réaliser un QAL2 après le remplacement de l'analyseur de poussières de la turbine DIR2 programmé en juin 2022. L'exploitant identifiera l'origine des différences constatées lors du dernier QAL2 pour le paramètre CO pour la turbine DIR1 entre les mesures de l'AMS et de la SRM. L'exploitant fait procéder à l'étalonnage des capteurs de pression et de température lors des prochains QAL2. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Assurance qualité des AMS – QAL3

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité des AMS – QAL3 |
| Prescription contrôlée : l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 |
| Constats : <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter, lors de l'inspection, une procédure de mise en œuvre du QAL3 (procédure interne ou procédure de son délégataire). Par la suite, l'exploitant a transmis le manuel utilisateur de la carte EWMA établi par EDF en 2012 et un support établi par SECAUTO. Le point 7.3 de la norme NF EN 14 181 et le point 6.3 du guide FD-X43-132 prévoient la mise en œuvre d'une procédure précisant la périodicité des contrôles, les règles d'ajustage, les matériels et matériaux de référence, la manière d'effectuer une transition entre un matériau de référence et un autre. Les éléments transmis par l'exploitant ne font pas apparaître l'ensemble de ces éléments.</p> <p>L'exploitant a présenté les cartes de suivi (carte du type EWMA). Il dispose bien de cartes de contrôle au zéro et de cartes de contrôle en concentration. Les paramètres suivants dont l'objet de la procédure : CO, NOx, SO2 et O2.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il ne procède à un ajustage qu'en cas de dépassement des limites inférieures ou supérieures des cartes de contrôle. L'examen par sondage des cartes de contrôles l'a confirmé.</p> <p>Les bouteilles de gaz étalon de la turbine DIR1 ont été visualisées. Elles sont valides jusqu'en janvier 2024.</p> <p>Les concentrations pour les paramètres SO2, CO et NOx sont les suivantes:</p> <p>SO2: 42 ppm soit 79 mg/m3 (VLE: 60) CO: 68 ppm soit 78 mg/m3 (VLE: 15) NO: 220 ppm soit 295 mg/m3 (VLE: 300)</p> <p>Le guide FD-X43-132 (point 6.4) recommande de retenir des valeurs en concentration proches des valeurs limites journalières. Ce n'est pas le cas pour le paramètre CO (évolution de la VLE en août 2021).</p> |
| Observations : L'exploitant établit sa procédure QAL3 afin d'y faire apparaître les éléments cités au point 6.3 du guide FD-X43-132. |
| <p>S'agissant du paramètre CO, il est nécessaire de redéfinir les limites supérieure et inférieures de la carte de contrôle en concentration ainsi que d'examiner la nécessité de revoir la fréquence de recalage. En effet, la valeur limite d'émission a évolué depuis août 2021.</p> <p>Lors du prochain remplacement des bouteilles de gaz étalon utilisées lors des QAL3, l'exploitant veillera à ce que les teneurs en CO soient proches des valeurs limites d'émission.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Assurance qualité des AMS – AST

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité des AMS – AST |
| Prescription contrôlée : L'absence de dérive est contrôlée par les procédures AST |
| Constats : Lors de l'inspection l'exploitant ne disposait pas les rapports des tests annuels de surveillance (AST) des systèmes automatiques de mesures (AMS) réalisés en février 2022. L'inspection a examiné le rapport correspondant à l'AST réalisé en octobre 2020 pour la turbine DIR1 par Bureau Veritas. L'organisme a conclu à l'occasion de cet AST que la fonction d'étalonnage pour les NOx n'est plus valide, la réponse de l'appareil étant bien une droite mais son équation étant différente de celle calculée à l'origine. L'inspection a comparé les valeurs mesurées par l'AMS pour les NOx reprises dans le rapport et les valeurs brutes issues de la surveillance en continu (sans soustraction de l'intervalle de confiance). Il s'avère que les valeurs ne correspondent pas. Les valeurs de l'AMS reprises et exploitées par l'organisme (données transmises par EDF) sont a priori fausses, ceci ayant pour conséquence une conclusion erronée de la part de l'organisme sur la validité de la droite d'étalonnage. L'inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité d'examiner attentivement les rapports AST et QAL2 établis par les organismes de contrôle dès réception |
| Observations : L'exploitant doit examiner attentivement les rapports AST et QAL2 établis par les organismes de contrôle et, le cas échéant, les faire modifier en cas d'erreur manifeste. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Mesure annuelle par un organisme agréé

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesure annuelle par un organisme agréé |
| Prescription contrôlée : II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu. |
| Constats : Les rapport de mesures par un organisme agréé réalisées en octobre 2021 pour les deux turbines ont été examinés. Ils n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % |
| Prescription contrôlée : Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :- CO : 10 %- NOX : 20 %- Poussières : 30 % |
| Constats : L'inspection a visualisé dans le système d'acquisition les intervalles de confiance. Ils correspondent aux valeurs prescrites par la réglementation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Conditions de respect des valeurs limites

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de respect des valeurs limites |
| Prescription contrôlée : Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées : - aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ; - aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ; - 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre. |
| Constats : L'inspection a examiné les bilans mensuels d'autosurveillance sur la période d'octobre 2021 à mars 2022. Il apparaît que la valeur "seuil horaire" mentionnée est erronée pour le CO (170 au lieu de 30 mg/m ³). La visualisation des valeurs limites d'émission et des seuils d'alerte intégrées dans le logiciel d'acquisition pour les deux turbines a conduit à constater que les VLE horaires, journalières et mensuelles sont erronées pour le CO et les poussières. Le système de surveillance des rejets en continu n'intègre pas les valeurs prescrites pour les paramètres poussières et CO dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 2020. Les seuils d'alerte afin de respecter l'article 34 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ne sont pas adaptés. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : Détermination des valeurs moyennes validées

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Détermination des valeurs moyennes validées |
| Prescription contrôlée : Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % indiquée à l'article 33. Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées. Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet. |
| Constats : Les bilans mensuels établis par l'exploitant font bien apparaître le nombre de jours invalides. |
| Observations : Les bilans mensuels pourraient incrémenter le nombre de jour invalides depuis le début de l'année. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Amélioration efficacité énergétique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2020, article 2.3.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesure efficacité énergétique |
| Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, avant le 17 août 2021 et par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant a présenté les conclusions de l'audit énergétique réalisé en juin 2021. Quatre actions ont été définies. Deux d'entre elles sont soldées, d'après le document. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser l'échéance de réalisation pour les deux autres. |
| Observations : L'exploitant précisera l'échéance de réalisation pour les deux actions issues de l'audit énergétique non soldées à ce jour. |
| Type de suites proposées : Sans suite |